


 სოციალური
 ლიბრაირია

LA GÉORGIE

POLITIQUE & SOCIALE

RÉDACTION & ADMINISTRATION : 51, rue Saint-Sauveur, PARIS

LA GÉORGIE est en vente à la SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE & D'ÉDITION (Librairie Georges Bellais) 17, rue Cujas, Paris (V^e).

SOMMAIRE

Les révolutionnaires russes et le problème national. — Rapport du gouverneur de Tiflis au gouverneur-général du Caucase. — Lettre de Tiflis. — La guerre russo-japonaise. — Informations. — Un Montfaucou géorgien. — Un chef d'œuvre de la censure de Nicolas II et de haine russe. — Sur les bords de la mer Noire. — Lettre à la rédaction.

Les révolutionnaires russes et le problème national

Dès le début, nous avons cherché des liens étroits qui auraient pu nous unir avec les partis révolutionnaires russes. Bien qu'étant un parti à part, un parti d'autonomistes-socialistes géorgiens, nous n'en pensions pas moins à resserrer les liens avec les différents partis de la future Russie, d'abord parce que cela nous aurait donné à tous — aux russes et aux autres nationalités — un regain de forces pour combattre un commun ennemi — l'absolutisme, et ensuite parce que, à notre sens, l'idée de l'histoire — c'est l'union des nations librement constituées.

Mais pour réaliser ce rapprochement des nations, cette union des partis il faudrait certaines conditions, des garanties sérieuses d'activité spontanée, d'un libre choix, il faudrait des *institutions* qui donneraient à tous les mêmes libertés, la même faculté d'un développement intégral. Et dès le début nous cherchions dans la littérature révolutionnaire russe les indices de ce rapprochement, les traces de solutions amiables.

Les libéraux constitutionnels russes par la voix de leur organe « *Osvobodjenié* » nous disaient que leurs sympathies nous étaient acquises qu'ils n'avaient rien à dire contre le développement national de la Géorgie ; mais en même temps ils ajoutaient que le problème de la nationalité — surtout au Caucase, peuplé par de nombreux petits peuples — était un problème grave à résoudre, que pour cela il faudrait procéder, dans la solution de ce problème, avec une grande attention (1) etc. Cela ne nous satisfaisait point. Nous

ne doutions pas de la sympathie des libéraux, mais leur sympathie purement platonique sans indication d'une solution possible ne nous rassurait point.

Récemment les social-démocrates russes s'occupèrent de la même question. Groupés dans leur second congrès pour élaborer le programme du parti social-démocrate, ils abordèrent nécessairement la question de l'organisation politique de la Russie et en même temps ils indiquèrent leur propre manière de résoudre la question nationale. La Russie d'après la partie politique du programme des social-démocrates russes, doit rester une et indivisible ; le peuple souverain serait représenté dans un parlement centraliste. Mais la Russie n'est pas un peuple, c'est la réunion de plusieurs nationalités. Que veut-on faire avec celles-là ? Les social-démocrates leur accordent l'institution des assemblées provinciales, c'est à dire « le zemstvo » dont jouissent déjà les gouvernements du centre de la Russie. Et en même temps ils les autorisent à employer leur langue nationale dans toutes les institutions locales : écoles, tribunaux etc. (2). Il est vrai qu'il existe un paragraphe énigmatique dans ce programme, un paragraphe qui est ainsi conçu : chaque nation qui fait partie de l'Etat russe a le droit de diriger son destin d'après sa propre volonté ». Mais en analysant cet article de près et surtout en le comparant avec les autres articles du programme, on est stupéfait, on se perd en conjectures et on ne comprend pas le sens réel de ce « droit de se guider » surtout parce que les articles 3 et 8 du programme définissent nettement les droits et les institutions accordés aux diverses provinces et nationalités de la Russie. Que signifie le droit de définir son propre destin ?

Ce n'est pas, bien entendu le droit accordé aux diverses nations de se choisir ou de se créer des institutions politiques ; dans les autres articles le caractère et le sens de ces institutions sont précis. Après leur avoir donné « un zemstvo », cela n'aurait aucun sens de leur accorder le droit d'avoir *un home rule*. Alors cet article ne doit signifier qu'une seule chose, c'est d'avoir le droit pour telle ou telle nation de briser le

(1) « *Osvobodjenié* » N° 3 (27).

(2) Compte rendu du second Congrès du parti ouvrier s.-d. russe.

cadre de l'Etat russe et de se faire un état indépendant. De la sorte, les social-démocrates russes posent devant les nations incorporées à la Russie le dilemme suivant : ou rester dans le cadre de l'Etat russe et ne se contenter que de quelques libertés locales, d'un zemstvo ; ou de s'en retirer et de créer un état indépendant. C'est très généreux d'accorder une si grande liberté aux nations assujetties, mais il serait très curieux de savoir, ce qu'on va faire avec les nations qui d'un côté ne se contenteront pas de se créer un état indépendant ? Et le nombre de celles-ci est assez grand. Les Finlandais qui ont déjà leur home rule ne voudront pas bien entendu s'en priver pour accepter un zemstvo. Les social-démocrates polonais ont déjà dans leur programme l'autonomie de la Pologne. Les social-démocrates géorgiens et arméniens posent la question de l'autonomie de la Transcaucasie. Notre organe dès le début plaida la cause de la décentralisation politique de toutes les nations incorporées dans l'Etat russe etc. etc. Eh bien que veut-on faire avec tout ce monde qui se complète avec les petits-russiens ayant les mêmes aspirations autonomistes ? Les social-démocrates russes ne donnent pas de réponse à cette question brûlante. Mais, en tout cas, c'est déjà un pas en avant d'avoir précisé, à l'inverse des libéraux russes, l'organisation possible de l'Etat futur russe. Nous ne sommes pas d'accord avec ce genre de solution du problème national, mais nous savons gré quand même aux social-démocrates d'avoir posé cette question.

Maintenant voici que les social-révolutionnaires russes, un parti reconstitué avec l'ancien « Narodnaïa Volia » (Volonté du peuple) non seulement posent nettement ce problème en litige, mais ont le courage de le trancher et de le résoudre si consciencieusement que nous n'avons qu'à les féliciter de cette audace et de leur bonne volonté. Nous disons — l'audace — parce que par le temps qui court — il faut avoir un courage véritable, pour un parti russe militant, pour proclamer le principe de la fédération politique et la nécessité de reconstruire l'Etat russe d'après ce principe. Ce qu'il faut louer avant tout c'est que les « socialistes révolutionnaires » par l'intermédiaire de leur organe « *Révolutionnaïa Rossia* » (1) (la Russie Révolutionnaire) n'ont aucun dogme politique. Même la fédération n'est pas pour eux une forme politique érigée en loi. La base de leur point de départ est la tolérance et le libre choix des nationalités intéressées. Ils disent aussi que c'est à la nation de décider de son sort. Mais ils ne laissent point sans définition ce droit accordé aux nationalités intéressées.

Qu'est ce que c'est qu'accorder à une nation le droit de décider de son sort ? « C'est de lui donner — dit « *Révolutionnaïa Rossia* » — le droit de choisir, ou de rester vivre sous le même toit d'un Etat commun avec les autres, ou de se créer son propre foyer, ou, enfin, de continuer à vivre avec les autres, mais sous la forme d'une union fédérative ». Après s'être établi sur cette base l'organe des « socialistes révolutionnaires » proteste contre le principe d'un Etat centraliste. « Les Etats contemporains — dit le journal — qui se formèrent historiquement présentent très sou-

vent « des unions » si anormales et si artificielles, qu'on ne comprend pas vraiment pourquoi de fait seul de cette union doit être érigé par nous, nous une norme » (1). « La centralisation d'Etat qui est liée toujours avec le bureaucratisme, est une des plus mauvaises formes de la domination d'une classe... Le Fédéralisme, l'autonomie nationale avec un large self-gouvernement provincial et local, divise et affaiblit la contrainte d'un Etat de classe ; il rapproche les fonctions d'Etat du peuple et des unités nationales. Plus l'Etat donne de liberté par le développement indépendant, organique de ces nationalités, moins elles se heurtent, moins elles se disputent et moins elles font obstacle l'une à l'autre... et plus est facile la pénétration dans leur sein des grandes idées de l'humanité » (2).

Ceux qui suivent les articles de *la Géorgie* ont pu rencontrer les mêmes idées développées dans notre journal. Nous ne cessons pas de répéter que le problème politique en Russie est plus complexe et plus grave que certains publicistes ne veulent le croire. Et même, prenant en considération la gravité de ce problème nous disons que la solution de la question des nationalités en Russie n'a que deux issues : séparation et fédération. Et nous sommes très heureux qu'un organe solide d'une importante fraction révolutionnaire russe la « *Révolutionnaïa Rossia* », prêche la même chose.

Dans notre précédent numéro nous avons avancé l'idée d'une entente entre diverses nationalités incorporées dans l'empire russe. Ce genre de consultation, nous paraissait indispensable pour une solution pratique et équitable du problème national. La « *Révolutionnaïa Rossia* » pourrait nous rendre à tous un très grand service si elle pouvait prendre part à cette délibération urgente et si elle continuait toujours une pareille propagande dans les milieux révolutionnaires russes. Car rien ne nous est si précieux que l'accord complet et la solidarité absolue avec les partis révolutionnaires russes. Le problème du fédéralisme ne doit pas avoir le caractère d'un nationalisme aveugle ! Ce n'est pas la satisfaction d'un sentiment national que nous devons avoir en considération, mais l'organisation des conditions sociales et politiques les plus conformes et les plus propres au développement de toutes nationalités. Et ce sera sitôt que des conditions pareilles seront faites, que surgira l'idée d'une union plus étroite, d'une solidarité plus complète entre les divers peuples.

Donc, répétons le mot d'ordre des socialistes révolutionnaires russes : « Vive la fédération militante des forces révolutionnaires de tous les peuples de la Russie, des peuples qui sont cloués l'un à l'autre par la contrainte et les violations d'un bureaucratisme centralisé ».

Rapport du gouverneur de Tiflis au gouverneur-général du Caucase

(Document confidentiel)

« *Osvobozhdenië* » n° 17 (41) publie un document officiel sur le mouvement ouvrier à Tiflis. Le gouverneur de Tiflis, dans son rapport au gouverneur-général du Caucase, après avoir décrit les conditions de la vie ouvrière, dit « qu'il ne faut pas oublier que la situation actuelle des ouvriers s'est établie

(1) n° 35.

(1) *ibid.* (2) *ibid.*

pendant ces dernières années et il faut avouer, continue le gouverneur, que ce ne sont pas les personnes ni les organes dont la fonction était la surveillance de la vie ouvrière, qui créèrent ces améliorations, mais bien les ouvriers, eux-mêmes. » Faisant l'histoire du mouvement ouvrier à Tiflis, le gouverneur conclut : « Toutes les revendications des ouvriers comme celles concernant la réduction des heures de travail, l'amélioration des conditions hygiéniques, et la hausse du salaire — toutes ces revendications furent gagnées par les ouvriers. »

Puis le gouverneur, s'arrêtant aux propagandistes, attribue une très grande part aux influences des exilés politiques, polonais et israéliques, la plupart, qui, de concert avec « les intellectuels » de Tiflis ont fait de la propagande. Cette influence, à notre avis, est exagérée par le gouverneur, car c'est à partir du 12 août 1897 seulement que les exilés politiques, renvoyés de la Pologne et de la Russie, parurent à Tiflis, tandis que l'origine du mouvement ouvrier à Tiflis a une date plus reculée.

« L'administration veillait, continue le gouverneur, afin qu'on ne fasse pas de démonstrations les jours où on conduisait en prison les agitateurs politiques ou quand on enterrait l'un de ces derniers ; de concert avec la gendarmerie, l'administration luttait contre la propagande, aussi bien que contre ce genre de démonstrations. Mais cette lutte, forcément, devait être réduite à des mesures préventives contre les démonstrations ouvrières et nous étions impuissants à arrêter les incriminations criminelles des ouvriers qui, échappant à notre surveillance, travaillaient toujours au milieu de leurs confrères... Il ne faut pas oublier, que bien que les employés de chemin de fer transcaucasien vivent dans des conditions meilleures que les ouvriers qui travaillent dans les fabriques et usines de la ville, et quoique les employés du chemin de fer ne composent que 30 % du nombre des ouvriers de Tiflis, néanmoins, les ateliers de ce chemin de fer, furent toujours un foyer de propagande, une source de toutes sortes de mouvements, de démonstrations et de manifestations. Cela s'explique par ce fait que le personnel de ces ateliers se recrute principalement parmi les géorgiens (imérétiens et gouriens) du gouvernement de Koutaïs. (1) Les ouvriers du gouvernement de Koutaïs sont presque tous contaminés par les idées socialistes, avant leur entrée dans les ateliers de Tiflis. Et ils sont toujours très enclins à faire toute sorte de protestations, de violations, ils sont prêts à lutter et pas isolément, mais en masse compacte. C'est grâce à cela, que pendant les désordres dans les rues de Tiflis, 90 % des personnes arrêtées étaient toujours des imérétiens et autres habitants du gouvernement de Koutaïs... »

L'autre source de la propagation du mouvement, d'après le gouverneur de Tiflis, c'est l'absence de surveillance dans les quartiers populaires de la ville, l'insuffisance des agents de police. Le mouvement s'est compliqué et les ouvriers sont entraînés en dehors des questions purement économiques.

« Il existe aussi parmi les ouvriers l'agitation social-démocrate, révolutionnaire et nationaliste. Ce dernier se propage aussi dans les autres couches de la population. »

Tel sont les constatations du gouverneur de Tiflis. Mais ce fonctionnaire ne se borne pas seulement à révéler des faits. Il croit pouvoir combattre « ces maux ». Et voici qu'il expose dans son rapport au gouverneur-général du Caucase les mesures qu'il croit nécessaire de prendre contre le spectre révolutionnaire.

« 1° Il faut cesser définitivement d'envoyer de la Russie les condamnés politiques à Tiflis, dans ce centre industriel des diverses nationalités du Caucase. »

« 2° Il faut créer un contrepoids contre la propagande social-démocrate par l'organisation dans les groupes ouvriers de cours d'histoire, de droit public, d'économie politique ; il faut critiquer les proclamations clandestines et faire paraître, au nom des ouvriers « sages », des contre-proclamations. Cette sage partie des ouvriers doit être organisée par des gens spécialement désignés. »

(1) ... il se recrute parmi les imérétiens, gouriens et autres nationalités du gouvernement de Koutaïs, dit le gouverneur, répétant de la sorte l'erreur de tous ceux, qui ne savent pas qu'au gouvernement de Koutaïs, par exemple, il n'y a qu'une seule nation — les géorgiens, l'Imérétie, la Gourie et autres parties n'étant que des provinces de la Géorgie (N. D. L. R.).

« 3° Il faut relever l'énergie des ouvriers bien pensants, principalement recrutés parmi les russes et les organiser. »

« 4° Diminuer l'élément géorgien (imérétien, gourien et élément non-russe) sur la ligne du chemin de fer transcaucasien. »

« 5° Augmenter la surveillance dans les quartiers ouvriers (Nakhalovka, Didoubé) en instituant dans ces endroits des commissariats de police spéciaux. »

« 6° Et enfin il faut organiser le travail dans les ateliers, fabriques et usines d'une autre façon. Il faut éviter la concentration d'un grand nombre d'ouvriers du même métier, de la même profession qui auraient des intérêts communs et analogues. Nous voyons maintenant que dans les fabriques de cuir, par exemple une équipe d'ouvriers s'occupe de la coupe des cuirs et elle ne s'intéresse guère à ce qui adviendra du cuir découpé ; l'autre équipe prépare des talons etc. Dans ces conditions l'ouvrage interrompu par un groupe d'ouvriers oblige un autre groupe à suspendre son travail, ces derniers n'ayant cependant aucun sujet de plaintes envers le patron. La fabrique s'arrête ainsi par la faute d'une petite minorité. De plus quand un grand nombre d'ouvriers est occupé à la même besogne, il est plus facile pour eux de trouver des intérêts communs et de ce concentrer. Il serait préférable que les unités ouvrières qui concourent à la production commune fussent réduites au minimum. Ayant, alors, des intérêts opposés ou différents, il serait plus difficile pour eux de présenter des revendications identiques. »

Ce document officiel nous paraît très significatif. Il relève trois points essentiels : 1° l'impuissance des mesures de persécution contre le développement du mouvement populaire ; 2° le désir du gouvernement du tsar de semer l'antagonisme national, et son intention de combattre les éléments turbulents parmi les géorgiens et arméniens du Caucase et 3° Le gouverneur dans le § 6 de son rapport fait preuve d'une ignorance si scandaleuse que ses conseils sur la modification de tout le système de production industrielle actuelle font rire par leur naïveté extraordinaire.

Premièrement ce qu'il propose n'est pas une innovation. Deux essais pareils furent déjà tentés dans les divers centres industriels de la Russie. Le fameux Zoubatoff, avec ses cours populaires, avec ses mouchards et ses agents provocateurs, est bien connu par tous ceux qui savent ce qui se passe en Russie derrière les coulisses gouvernementales. En Russie ce genre de « propagande légale » a complètement échoué. Et nous sommes plus que sûr de son insuccès au Caucase.

Le second point est plus sérieux et plus dangereux. En effet, rien de plus facile que de semer les antagonismes de races, surtout sur le terrain économique. Le gouverneur menace les ouvriers géorgiens, il veut les chasser des ateliers du chemin de fer et les remplacer par des ouvriers russes « sages », bien pensants, organisés par les agents provocateurs. Le chef du chemin de fer transcaucasien (Vedeneïeff, tué il y a quelques années) a pratiqué déjà cette mesure. Il a renvoyé tous les machinistes géorgiens et a essayé de faire venir un nouveau personnel de la Russie. Mais les ouvriers russes sitôt qu'il eurent compris la vérité, refusèrent d'aller à Tiflis et le chef dû renoncer à son projet. Espérons que la conscience de plus en plus éveillée chez les ouvriers russes les gardera pour l'avenir de faire le jeu de leur ennemi — le gouvernement du tsar. Mais si en tout cas, le gouverneur réussit à opposer les ouvriers russes contre les géorgiens, arméniens et autres, cela contribuera à aiguïser le sentiment national et donnera au mouvement ouvrier un double caractère du mouvement social-national.

Quant à la transformation du mode de production actuelle, nous laissons leur pleine liberté au gouverneur, ignorant les lois élémentaires de la vie industrielle, d'essayer ses projets et d'organiser la production d'après les vœux de la police secrète. Qu'il ferme toutes les usines ayant plus de cent ouvriers, qu'il anéantisse « la spécialisation du travail » cette base de la production actuelle, qu'il confie à un seul ouvrier la confection entière d'une botte, qu'il prenne des mesures pour que tous les ouvriers qui travaillent dans la même fabrique, aient des besognes et des intérêts différents les uns des autres, l'un opposé à l'autre ! Et le gouverneur de Tiflis comme résultat des ses essais, aura d'abord la révolte de tous les fabricants et de tous les patrons des usines et ensuite la cessation de toute production. Et peut être qu'en peu de jours il sera obligé lui, gouverneur de Tiflis, de marcher nu pieds, faute de bottines ! Qu'il essaye !..

LETTRE DE TIFLIS

(De notre correspondant)

Les rues principales de Tiflis présentaient récemment un aspect bien curieux. Nous avions des manifestations russes « patriotiques », sur la Golovinsky Prospect, sur ce fameux boulevard où il y a quelques mois le peuple de Tiflis organisait à plusieurs reprises des démonstrations formidables anti-monarchiques pendant lesquelles nous étions témoins d'actes de brutalité et de sauvagerie inouis commis par les cosaques et la police contre une population désarmée. Donc sur ce même boulevard Golovinsky, ces jours derniers nous vîmes un spectacle autrement suggestif; musique militaire en tête, la foule, composée de gamins, recrutés à Kalioutchaïa Balka (quartier russe) de petits fonctionnaires russes, des chœurs des églises militaires, des cosaques et autres fidèles serviteurs de l'autocratie, marcha vers le palais où réside le gouverneur-général du Caucase en vociférant « Hourra » et en chantant l'hymne russe. Les manifestants s'arrêtèrent d'abord devant l'opéra, le théâtre subventionné par le gouvernement, où les attendaient l'orchestre de l'opéra avec les artistes. Ces derniers exécutèrent l'hymne à leur tour et la foule se dirigea ensuite vers le palais. Le gouverneur-général, le Prince Golitsine qui est presque complètement guéri de ses blessures, apparut à la fenêtre et de là cria aux manifestants : « Vive le tsar ». — « Hourra » !... « Vive l'armée ». — Hourra !... ripostaient les patriotes.

Tout cela était véritablement comique, car les manifestants avaient l'air de figurants d'un théâtre qui criaient et gesticulaient, sous les ordres d'un dirigeur caché derrière les coulisses. Nul doute que tout cela ne fut organisé par les autorités militaires et la gendarmerie. Le peuple — ni les géorgiens, ni les arméniens, ni les ouvriers russes — ne pouvait prendre part à ce genre de parade. Le peuple a bien compris l'intention du gouvernement de profiter de la crise actuelle pour ranimer dans la population les sentiments de loyauté envers le gouvernement du tsar et consolider de cette façon le régime existant. Mais l'éducation de notre peuple se fait dans un sens nettement anti-tsariste et on ne le séduira plus par des fanfares et par les sons d'un hymne odieux !

Mais tout en organisant les manifestations en faveur de la guerre, la gendarmerie de Tiflis continue à poursuivre son œuvre néfaste. Depuis longtemps elle s'est jurée de supprimer un journal géorgien hebdomadaire « *Kvali* », qui bien que sous la coupe rigoureuse de la censure est considéré par les gendarmes comme un organe « dangereux ». Et tout en dirigeant des manifestations patriotiques, le sort de ce journal fut décidé. Dans le « *Novoïe Vremia* » de 5/18 Février nous lisons en effet : les ministres de l'intérieur, de la justice, de l'instruction publique et l'Ober-Procureur du St-Synode se réunissant le 3 février, décidèrent d'après les articles 148 sur la censure et la presse, de suspendre pour toujours le journal « *Kvali* » paraissant à Tiflis en langue géorgienne ainsi que son supplément « *Djedjili* ».

Il faut noter que ce journal « *Djedjili* » n'avait rien de commun avec « *Kvali* », car c'est un journal pour les enfants. « *Kvali* et *Djedjili* » avaient seulement le même gérant responsable. Mais la vengeance des gendarmes n'a pas de limites. Evidemment ils ont fait des rapports défavorables, même sur un journal d'enfants.

La suspension de « *Kvali* » est un véritable malheur pour ses nombreux lecteurs qui se recrutent principalement parmi les ouvriers géorgiens, reconnaissants à ce journal de son désir de défendre les intérêts des travailleurs. Mais si on croit que la suspension d'un journal peut arrêter la conscience éveillée d'un peuple, on se trompe misérablement. La suspension d'un journal « dégal » équivaut à la naissance d'un autre journal « illégal » et par conséquent plus dangereux pour le gouvernement du tsar !

LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE

La presse officieuse russe publie que puisque c'est le Japon qui a provoqué la Russie, puisque ce sont les japonais qui ont lâchement, sans déclaration d'hostilités, lancés leurs croiseurs sur l'escadre russe, la Russie est forcée de se défendre, de partir en guerre

contre ses agresseurs. La presse nationaliste de la France et de quelques autres pays répète la même chose, en ajoutant que dans ce conflit la Russie représente la civilisation occidentale contre l'invasion de la barbarie asiatique.

Nul doute que l'attitude du Japon fut fort provocatrice et que dans ce conflit il n'a pas l'air d'un pays luttant pour un noble principe quelconque. Mais il est évident aussi que la Russie est pour quelque chose dans l'attitude belliqueuse du Japon, il est même certain que c'est la politique de la Russie, politique déjà séculaire, qui a éveillé les velleités et l'ardeur belliqueuse des japonais.

Qu'est-ce que la « politique » russe envisagée dans son ensemble ? A l'intérieur de l'empire le soin du gouvernement russe fut toujours dirigé vers le développement de l'industrie dite « nationale ». Le ministre des finances, Witté, tendit la main aux capitalistes russes et les encouragea à porter leurs vues vers les pays lointains — la Perse, la Turquie, la Chine. Vous devez placer vos capitaux dans les entreprises intérieures de ces pays, leur disait-il. Il faut que par la conquête des marchés lointains la conquête politique de ces pays soit commencée. Et les capitalistes russes, encouragés par un ministre audacieux et ingénieux, se dirigèrent vers ces pays asiatiques provoquant le mécontentement des indigènes et se heurtant là bas à l'ambition analogue des capitalistes des autres pays.

Pendant ces dix dernières années c'est l'Extrême Orient qui devint l'objet des préoccupations de la Russie. La construction du chemin de fer transsibérien éveilla dans les milieux capitalistes russes des ambitions démesurées : Il nous faut aboutir jusqu'à l'Océan Pacifique, disait-on ; Vladivostok n'étant pas un port praticable à cause des glaces qui bloquent la rade, il nous faut Port-Arthur ; de là, de ce point extrême, nous pourrions inonder de nos marchandises l'extrême-orient tout entier ; nous pourrions lutter avec le capitalisme grandissant du Japon et même nous deviendrions redoutable pour l'Amérique. Ainsi raisonnaient les capitalistes russes. Et la suite de ces projets fut l'arrangement avec la Chine, trop faible militairement pour faire face aux ambitions dangereuses de ses voisins. Aboutissant à Port-Arthur le transsibérien devint le transmandchourien.

Mais, voici la Chine qui malgré sa faiblesse commença à protester. La protestation se manifesta par le soulèvement des Boxers contre tous les étrangers. Il faut noter que ce soulèvement fut fomenté pour une très grande part par des missionnaires de tous ordres qui éveillèrent la haine des Chinois par leur prosélytisme importun. La conséquence de ce soulèvement fut l'occupation militaire de la Mandchourie par les troupes russes. Les troupes russes, d'après l'assurance du gouvernement russe, n'étaient là que provisoirement. Après la guerre des puissances européennes avec la Chine, les troupes des ces puissances furent retirées. Quant à la Russie c'était le 8 octobre de l'an passé qu'elle devrait se conformer à cette prescription, c'est à dire, évacuer la Mandchourie. Mais la date fixée par cet engagement réciproque s'écoula sans que le gouvernement russe crut nécessaire d'accomplir cette formalité. Les troupes russes

restèrent non seulement le long du chemin de fer mantchourien, mais encore à Moukden et autres villes mantchouriennes.

L'occupation de Port-Arthur et de la Mantchourie — était assurément un stimulant bien puissant pour éveiller les inquiétudes d'un nouveau pays capitaliste comme le Japon qui vit dans ce fait un grand danger pour le libre développement du commerce et de l'industrie. Et l'inquiétude du Japon redoubla encore à cause de la question coréenne où il se heurta contre les prétentions russes. La Corée plusieurs fois conquise par les troupes japonaises restait toujours, grâce à l'intervention de tierces puissances, particulièrement de la Russie, hors de l'influence politique du Japon. Ce fait, jetant de l'huile sur le feu, poussa la colère des japonais en un point extrême.

Ainsi, si on envisage la question de l'Extrême Orient, il faut dire, en toute impartialité, que c'est la Russie capitaliste et guerrière qui, par ces ambitions égoïstes et aventurières, éveilla les mêmes sentiments chez son rival et qu'ainsi c'est elle qui fut la cause première des choses actuelles.

La presse officielle russe, tout en s'avouant le vrai mobile de la politique extérieure russe, essaye de l'ennoblir, tâche de donner un sens sublime, mystique et religieux à ses calculs purement aventuriers. « Le sang russe, coula en extrême orient, dit le « *Novoie Vremia* » (du 27 janvier). *Un insolent païen de couleur jaune* attaque lâchement nos navires... Le cœur d'un chrétien est plein de paix, mais un païen ne connaît pas un sentiment pareil... Ose, toi, l'empereur. *Dieu est grand, puisqu'il est notre Dieu...* et nous avons un défenseur dans le seigneur Christ (Nov. *Vremia* du 30 janv. Lettre du Métropolitte Antoni)... « Le sort de la guerre est dans la main de Dieu. Et nous sommes des chrétiens (27 janv.)... »

Ainsi défigurant impitoyablement le sens du christianisme, la Russie officielle, partant en guerre se range sous le drapeau du Christ, de ce même Christ qui prêcha l'amour pour ses ennemis et qui a dit nettement à ses fidèles — ne tue pas. Et en lisant les journaux « chrétiens » de la Russie, on ne sait s'il s'agit des anciens païens qui mettaient leur confiance en un grand Dieu de guerre appelé Mars, où si ce sont les hébreux de l'ancien testament, Jéhova, un Dieu unique protecteur de son peuple élu ?!

Mais la presse officielle précise les desseins du gouvernement et tout en s'enveloppant dans une hypocrisie pharisenne fait ressortir des choses importantes telles que notre consolidation sur l'Océan Pacifique. Je parle de notre rôle dans l'univers, dit M. Souvorine, l'inspirateur de *Novoie Vremia*... Devant nous se dresse une grande question qui doit achever notre histoire. La Russie n'éprouva jamais rien de pareil. Nous nous approchâmes de l'Océan Pacifique inconsciemment, instinctivement, obéissant à l'esprit supérieur qui gouverne les Tsars et les peuples... La victoire du Japon signifierait la résurrection de la Chine, dit un autre rédacteur de ce journal. Et pour éviter cela il faut battre le Japon à outrance... Quant à son alliée, l'Angleterre, sa conduite doit être retenue par notre apparition en Afga-

nistan et à Kachgar ». Ainsi les politiciens chrétiens veulent écraser le Japon parce que sa victoire pourrait éveiller les chinois. Il faut que les chinois tombent, afin qu'il soit plus facile aux vice-rois moscovites de les dominer et de les opprimer. Enfin tout cela est ordonné par les commandements chrétiens!

« On dit que nous luttons pour la civilisation occidentale, continue le *Novoie Vremia* et les journaux du continent essayent de nous en persuader. Mais nous luttons pour nous mêmes, nous luttons pour nous créer une issue à la mer, nous luttons comme au temps d'Oleg, d'Ivan III^e, de Pierre et de Catherine... et malheur à ceux qui nous barreront le chemin... Vraiment on ne peut pas exprimer plus nettement l'idée qui guide le gouvernement russe. Les naïfs publicistes de l'Occident donnent au gouvernement russe des intentions qu'il n'a pas. Nous luttons pour notre propre intérêt, pour agrandir la puissance de la Russie — voila ce que répondent les politiciens russes à leurs confrères occidentaux.

Nous disions que la Russie a provoqué les capitalistes japonais par la construction du Transmantchourien, par l'occupation de Port-Arthur et de la Mantchourie. Mais on se demande si véritablement la Russie, les marchandises russes, les capitalistes russes mêmes avaient besoin de ses marchés lointains, et de ses entreprises coûteuses ? Ceux qui sont au courant des choses de la Russie vous répondront ceci : Il est vrai qu'après l'affranchissement de l'esclavage, la Russie commença à se développer dans le sens capitaliste. Mais ce développement, tout en étant considérable, n'a pu jusqu'ici transformer le peuple russe agricole en un peuple industriel. Plus de 80 0/0 de la population russe habite la campagne.

Vitté, ancien ministre des finances, sachant bien que la domination politique commence par la domination économique, tâcha de créer et d'organiser tout à fait artificiellement les entreprises capitalistes en Extrême-Orient. L'emprunt que la Russie a contracté en France pendant ces dernières années et qui s'élève au chiffre formidable de dix milliards prouve suffisamment l'impuissance des capitalistes russes à aider le gouvernement et à lui épargner de faire des emprunts extérieurs. Quant aux besoins du peuple russe, nul doute que tout cela ne soit désastreux pour lui. N'est-il pas bizarre que les capitalistes russes cherchent des nouveaux marchés quand les marchés du pays sont insuffisamment fournis ? N'est-il pas scandaleux qu'alors que le peuple russe demi-vêtu, demi-nourri vivote dans des conditions lamentables, on expédie des marchandises, dont il a besoin, dans les pays lointains. Ne font-ils cela que parce que le peuple russe est un acquéreur impuissant (grâce à la misère dans laquelle il se débat) tandis que ailleurs les capitalistes peuvent réaliser de grosses sommes ? Oui, on spéculé sur la misère, sur la détresse de tout un peuple ! C'est la loi de la vie capitaliste. Qu'importe si le peuple crève quand il s'agit des intérêts d'une bande d'aventuriers ayant pour chef les Alexeief, Bezobrassof, etc.

On nous parle aussi de la prospérité des finances russes, de la capacité de la Russie de mener la guerre à l'aide de ses propres ressources. Les publicistes qui font l'éloge des capacités financières de la Russie

oublent une chose importante : il confondent les opérations financières d'un gouvernement avec l'état économique du pays. Les opérations financières c'est le voile jeté sur la vie économique d'un pays. Les opérations peuvent être splendides, la misère et la pauvreté du peuple n'en deviennent pas pour cela moins écrasante. L'Etat russe détient de l'or dans ses coffres, nous dit-on. Nous le savons bien, mais nous savons aussi que c'est le produit du travail du peuple russe qui est enfermé dans ces coffres-forts ; nous savons que ce peuple donne tout à son gouvernement et ne reçoit rien en échange ! Et on ose crier que c'est l'avenir du peuple russe qui est engagé dans cette guerre, que c'est son sort qui va se résoudre par la victoire ou par une défaite possible.

Et on nous parle aussi de la violation du droit des gens de la part des japonais, on traite le peuple japonais avec un grand dédain. Ce sont de vilains asiatiques qui constituent un danger réel pour la civilisation, dit-on. Nous n'avons pas de sympathies particulières pour le gouvernement belliqueux du Japon, nous n'avons pas besoin de justifier leur conduite précipitée, mais nous protestons de toutes nos forces contre le gouvernement du tsar qui, se mettant sur les rangs des nations civilisées, ose parler de violation du droit international par son adversaire, ose parler de la barbarie asiatique du Japon ! Nous protestons contre cette insolence car il n'existe pas un gouvernement plus odieux par sa barbarie et par sa sauvagerie que le gouvernement du tsar. Ce gouvernement qui a violé et viole tous les jours non seulement le droit des gens, mais les droits élémentaires de ses sujets, ose nous parler de la justice et de la civilisation ! Pense-t-il qu'on a oublié ses actes de sauvagerie en Pologne, la violation de la constitution de la Finlande, la boucherie de Kichinef, la chasse aux ouvriers et aux étudiants insoumis, l'accaparement des biens de l'église arménienne, etc... Croit-il que nous autres, géorgiens, nous avons effacé de notre mémoire la violation perfide d'après laquelle la Géorgie, se réunissant à la Russie de sa propre volonté, conservait ses droits nationaux ? O, cela ne compte pas, bien entendu, c'était nécessaire pour le triomphe de la culture et de la civilisation, n'est-ce pas ? Mais nous en avons assez de cette civilisation, de cette culture ! Et notre cœur éclate de colère quand nous entendons ces paroles insolentes !

Enfin, si cette guerre, préparée par la Russie, par sa politique extérieure autant que par l'occupation militaire de la Mantchourie et par d'autres desseins belliqueux, est nuisible et ruineuse pour le peuple russe et n'est même pas profitable aux capitalistes russes, alors, à quoi bon ces procédés et cette politique qui ont dû fatalement provoquer le Japon ? A quoi bon ? Mais l'autocratie se soucie-t-elle d'avoir des raisons pour sa conduite ? L'autocratie ne vit que de succès militaires, elle ne songe qu'à l'élargissement démesuré des limites de son état. Elle aime la grandeur extérieure, édifiée sur la détresse et la misère de ses fidèles sujets. Tous les autocrates furent des conquérants et tous finirent par un écroulement de cet édifice gigantesque qu'ils avaient construit sur le sable !

Eh bien, de tous côtés en Russie, en dépit des

manifestations patriotiques organisées par la presse officieuse et la police secrète d'Etat, partout parmi les russes, aussi bien que parmi les nations assujetties au gouvernement du tsar, se manifeste un mécontentement grandissant. Les peuples ne veulent plus qu'on les traite en quantité négligeable, ils sont las des impertinences du gouvernement du tsar qui résout en famille, sans aucune responsabilité, les questions les plus graves qui touchent avant tout aux intérêts des contribuables, aux intérêts de tout un peuple incorporé à l'empire russe.

Quant à nous, aux vœux de la nation géorgienne, la guerre qui vient d'éclater entre le Japon et la Russie, nous donne une raison de plus d'aspirer à la conquête de l'autonomie nationale qui nous défendra contre l'arbitraire des événements imprévus et nous épargnera de prendre part dans les carnages sanginaires organisés par les empereurs belliqueux. Et puisque notre autonomie ne peut pas se faire sans l'affranchissement du peuple russe, il faut que nous nous unissions plus étroitement avec tous ceux qui travaillent pour cet affranchissement. Souhaitons que la guerre, malgré toutes ses abominations, soit un précurseur du relèvement et de l'affranchissement de tous les opprimés du gouvernement du tsar !

INFORMATIONS

Comme nous l'avons déjà mentionné à maintes reprises, le gouvernement du tsar a l'intention à l'aide de la colonisation systématique, de noyer les indigènes du Caucase dans le flux des colons russes. Et voici que le journal « Kaspi » nous donne quelques renseignements sur ce sujet. Le gouvernement, par l'intermédiaire d'un comité spécial (1) organisé à Tiflis et intitulé : « Comité pour faciliter la colonisation du Caucase », a l'intention d'envoyer de Russie des colons russes pour les localiser dans 55 endroits du pays. 86,615 décatines sont réservés à cet effet pour 13,000 personnes qui composeront le premier groupe de colons. Dans le gouvernement de Tiflis, c'est à dire dans la Géorgie orientale 12 différents points leur sont désignés. Elisabetopol — 20 endroits ; à Bacou — 24 ; à Erivan — 4. Au nord du Caucase, 3 à Couba, 1 à Dagestan et 1 près de Terek.

Ainsi le gros des colons est dirigé, comme nous le démontront ces chiffres, dans la Transcaucasie, c'est-à-dire dans l'endroit le plus peuplé par les indigènes du pays : arméniens, géorgiens et toutes ces populations se plaignent de manquer de la terre nécessaire à l'entretien de leur famille. D'un autre côté, ce que le journal « Kaspi » ne dit pas c'est que les colons russes sont dirigés en quantité encore plus considérables sur les bords de la mer noire. Nous avons eu déjà l'occasion de parler du danger de ce mouvement colonisateur. Et à mesure que ce mouvement s'accroît, la population commence à s'indigner : et il n'y aurait rien d'extraordinaire si cette indignation aboutissait à une révolte ouverte et armée.

—(c)—

A Bacou, tandis que le clergé arménien réuni sur la place de l'église et obéissant à la nécessité faisait une prière en faveur de l'armée russe et implorait le ciel de lui donner la victoire sur ses ennemis, une bombe éclata au milieu de la foule qui entourait les ecclésiastiques. Plusieurs personnes furent tuées ou blessées. Mais pas un membre du clergé ne fut atteint quoique ce fut contre eux que fut lancée cette bombe.

Dans les cercles révolutionnaires arméniens on explique cet incident comme une protestation contre la lâcheté de ce même clergé qui récemment encore donna les preuves d'un courage vraiment civique. Le clergé qui a eu le courage de protester contre la dévaluation des biens de l'église arménienne

(1) Ce comité fut organisé par le fameux M. Velitchko, récemment décédé et dont nous parlons dans les précédents numéros.

par le gouvernement aurait du, dit-on, conserver la même attitude dans les circonstances actuelles. Faire une prière pour les soldats qui sous les ordres des autorités russes, ont versé le sang du peuple arménien il y a quelques mois, c'est une lâcheté qui devait être punie. Et la foule, bien peu nombreuse il est vrai, qui se solidarisa avec le clergé et qui assista à cette cérémonie religieuse, devait naturellement risquer le sort du clergé. C'est ce qui a eu lieu.

Dans les trois districts du gouvernement de Tiflis (Borchalo, Akhalkalaki et Akhaltchikh) l'état de siège est proclamé.

A Batoum dans les usines de Mantachef la grève a éclaté. Le chargement des bateaux de marchandise est arrêté.

On télégraphie de Tiflis à « *Novoïe Vremia* » : « Un grand nombre de gentilshommes géorgiens expriment le désir à leur maréchal de servir dans l'armée russe comme volontaires. Le télégramme reçu de Canne émanant du grand duc Michel en réponse à la dépêche envoyée par le maréchal de la noblesse géorgienne, produisit une joie universelle. Les membres de la corporation se cotisent pour couvrir les dépenses militaires ».

Nous ne pouvons passer sous silence cette dépêche significative. Il faut que nos lecteurs sachent que les masses profondes des géorgiens n'ont rien de commun avec ces « nobles guerriers » qui ont conservés... des sentiments servils envers le tsar russe. Ces parasites de la nation géorgienne imaginent pouvoir servir les intérêts du peuple géorgien par la manifestation de leur dévouement au gouvernement du tsar. Car cette malheureuse guerre, provoquée par le gouvernement contre la volonté du peuple russe, doit être considérée comme une entreprise nuisible et désastreuse au peuple. La Géorgie, tout en faisant partie de l'Empire russe, ne veut nullement assumer la responsabilité de cette entreprise anti-nationale. Nous croyons que non seulement les géorgiens, mais même le peuple russe de gagnera rien par la conquête de l'Extrême Orient. Par conséquent, nous ne pouvons pas aider le gouvernement dans l'accomplissement de ses projets impérialistes, nous blâmons les gentilshommes géorgiens et considérons leur dévouement comme une fanfaronnade à la Don Quichotte.

UN MONTFAUCON GÉORGIEN

Notre correspondant de Batoum nous communique le fait de sauvagerie suivant qui vient de s'y dérouler et qui a été causé indirectement par la guerre russo-japonaise.

Le 15 février dernier les autorités locales avaient organisé une manifestation patriotique et guerrière.

Les habitants de Batoum protestèrent et manifestèrent des opinions contraires, aussitôt la police chargea la foule et fit de nombreuses arrestations. Toute la population ouvrière s'émut alors et aux cris de « A bas la guerre ! A bas le despotisme » ! parcourut la ville en réclamant la mise en liberté des personnes arrêtées.

La troupe est alors appelée et par la force met fin à ces désordres jusqu'ici rien que ce qui se passe habituellement, mais pour terroriser cette foule qui a osé manifester ses sentiments, on choisit 6 hommes parmi ceux qu'on venait d'arrêter, le soir même ils furent jugés et pendus le lendemain.

De pareils faits nous reportent en plein moyen âge, ne peut on plus se contenter du knout et des rozguis russes, va-t-on changer la riante ville de Batoum en un Montfaucou géorgien ou pourra-t-on comparer ses jolis jardins au verger du roi Louis XI chanté par le poète Théodore de Banville dans sa macabre Ballade des pendus.

Un chef d'œuvre de la censure de Nicolas II et de haine russe.

M. Grenn professeur dans une docte université éditée à Kiéf un journal en langue russe intitulé « *La Russie et l'Asie* », et qui est destiné aux nationalités annexées.

Dans ce journal sont imprimés des articles d'une obscénité et d'une saleté révoltantes, s'attaquant à chaque nation, tournant en dérision leurs origines, leurs mœurs, leurs chefs d'œuvres et leurs héros, cherchant à les exciter contre leurs voisins afin d'amener le renouvellement des massacres de Kichinef.

Et la censure russe si sévère pour la liberté de la plume sanctionne de pareilles ignominies.

Nous extrayons quelques passages en choisissant les moins risqués, car le public européen n'a pas l'habitude de lire des choses aussi sales.

Dans le numéro 1^{er} du 27 février 1904, sur la descendance de la reine géorgienne Thamar nous lisons ce qui suit :

« Quelques milliers de siècles avant J. C. la terre n'était peuplée que par les géorgiens, les descendants des singes, leur ressemblant par leur figure et leurs mœurs et qui s'intitulaient eux-mêmes : « les ânes » ! Ce sont eux qui ont répandu la civilisation partout, la preuve en est qu'en Grèce une contrée entière porte encore le nom de « Traquia », mot géorgien signifiant « le cul ».

« La reine Thamar, vénérée par la nation géorgienne, était tellement pure qu'elle n'allait pas à la selle, c'est un fait incontestable, car aucun chroniqueur de son temps ne fait mention de cette action et aucun peintre n'a représenté l'auguste reine dans cette position ».

Voilà les armes employées par la presse nationaliste et la censure russes, pour exciter les géorgiens à la révolte et au massacre afin d'avoir un prétexte pour lancer leurs cosaques sur la population.

Le public européen peut juger lui-même de la beauté de ces procédés.

SUR LES BORDS DE LA MER NOIRE

Nulle part, en Géorgie, la lutte des nationalités n'est si aiguë qu'à Soukoum. Pour comprendre le caractère de cette lutte, il faut prendre en considération que le gouvernement russe après avoir traqué et forcé les Abkhases à émigrer en Turquie, activa la colonisation russe sur les bords de la mer Noire. Après l'annexion de Bathoum, cette ville est devenue peu à peu le centre administratif de la région. Et elle est devenue aussi le foyer bureaucratique d'où sortirent les idées d'une politique agressive et insolente. L'organe demi-officiel « *Tchernomorsky Vestnik* » fut l'incarnation de cette politique soldatesque.

Les bords de la mer Noire qui touche les provinces purement géorgiennes, de Gourie et de Mingrélie, furent naturellement conquis et peuplés par l'élément géorgien qui malgré l'interdiction qui leur fut faite d'acquiescer des propriétés dans cette région, prit une place considérable, surtout dans les villes, de Bathoum et de Soukoum, où les géorgiens y sont même les plus nombreux. Pour cette raison il n'y avait rien d'étonnant que les municipalités de ces deux villes fussent dans les mains des géorgiens.

Mais le gouvernement et ses agents, les quasi-publicistes et bureaucrates russes en jugent autrement. Aussi chaque élection ou réélection d'un conseiller géorgien dans les dites assemblées est considéré comme un attentat politique et un empiétement des géorgiens sur les russes. Ainsi, il y a quelques mois, M. Volsky qui a le malheur d'avoir une mère géorgienne, ayant été élu par la majorité comme membre du bureau municipal, ne fut pas validé dans ses fonctions par le gouvernement. Ainsi, il y a quelques années, M. Saradjchvili, un géorgien, estimé par tout le monde, et qui fut d'ailleurs un fonctionnaire russe, par conséquent un homme de confiance, fut élu aussi par une grande majorité comme maire de Soukoum, il n'eut pas non plus la grâce d'être validé par le gouvernement jaloux et soupçonneux. De même ne fut pas approuvé l'élection de M. Sakhokia, un littérateur géorgien, élu comme membre du bureau municipal de Soukoum.

Et voilà que récemment encore à Soukoum s'est produit un fait analogue et significatif. On a élu le maire et un membre du bureau. Malgré les intrigues et les machinations de quelques conseillers russes les deux élus furent des géorgiens, M. Abouladzé et M. Matchavariani. L'indignation de « *Tchernomorsky Vestnik* » et de certains conseillers russes n'eut pas de bornes. De sorte qu'un de ces politiciens aveugles, M. Marcof, un jeune homme qui, il n'y a pas longtemps confessait même des idées humanitaires, eu l'impudence ou l'impudence de prononcer en pleine séance publique des paroles plus que suggestives : « A quoi bon élire des géorgiens, a-t-il dit. Vous devez bien savoir que le gouvernement ne peut pas et ne pourra pas valider leur élection ». Ces paroles produisirent dans l'assemblée l'effet d'un coup de foudre : « Comment osez-vous le dire — lui a-t-on crié — Pourquoi les géorgiens ne peuvent-ils pas être validés par le gouvernement ? Est ce que nous ne sommes pas les mêmes sujets, imbus des mêmes droits et

des mêmes obligations ? Vous croyez que nous faisons de la politique et que notre but fut d'élire coûte que coûte des géorgiens ? Mais vous vous trompez. Est-ce que ce n'est pas nous qui voulions élire les vénérables professeurs Ostrooumof et Levchine, des russes estimés par les habitants de Soukhoun ? Si nous nous guidions sur des considérations chauvinistes, nous n'aurions pas sollicité le consentement de ces deux russes qui malheureusement ne purent nous le donner. Et si nous avons rejeté vos candidats, tel que M. Tomara ou M. Sakharof, c'est que nous les jugions moins dignes que ceux que nous avons élus ».

Ainsi repliquèrent les conseillers géorgiens aux paroles blessantes de M. Marcoff. Mais cette indignation quoique bien légitime nous paraît un peu naïve. C'est malheureux qu'il y ait encore parmi nous des gens qui croient sincèrement que le gouvernement russe ne doit pas faire de distinctions parmi les russes et les autres nationalités, si les représentants de ces dernières s'acquittent loyalement de leurs devoirs de sujets russes. Les événements qui suivirent justifiaient la prophétie cynique de Marcoff. Les élus géorgiens ne furent pas validés par le gouvernement. Et les habitants de Soukhoun ont comme maire en ce moment M. Tomara, un russe détesté universellement dans le pays.

LETTRE A LA RÉDACTION

Monsieur le Rédacteur, (1)

Ayant eu l'occasion de prendre connaissance de quelques numéros de votre estimable journal « la Géorgie », un groupe de vos compatriotes vient vous prier de vouloir bien accepter leurs meilleurs souhaits et félicitations pour votre noble et vaillante entreprise, ainsi que de lui permettre de vous exposer quelques observations concernant une partie de l'idée principale du journal.

En lisant « La Géorgie » on conçoit facilement sa tendance à vouloir être légitime dans la défense de la cause nationale. C'est là-dessus précisément que nous prenons la liberté de vous écrire ces quelques lignes.

La légitimité par elle-même étant une notion conventionnelle, peut vous induire parfois en erreur.

Une question discutée par deux partis intéressés chacun l'explique à sa manière et s'efforce d'appliquer une certaine légitimité à sa cause. Ainsi, par exemple, dans votre cas, un patriote russe, défendant ses intérêts, vous dirait en toute franchise, que la tendance de votre journal est illégitime, car étant sujet de l'empire de Russie, vous faites opposition au régime de votre gouvernement. Vous ne manquerez pas d'objecter qu'au contraire, vous êtes fort correct dans vos principes, vu que le gouvernement russe a violé ses traités avec les rois de Géorgie, etc.

Bref, il y a matière à discussion et chacun de vous aurait, peut être, raison à son point de vue, sans atteindre cependant, d'aucune part, la juste vérité.

Or, la vérité incontestable, fondamentale, morale et internationale est que toute nation, tout pays, grand ou petit, celui qui possède l'histoire de son passé politique, de sa littérature, de sa religion, de sa culture en un mot, celui qui avait établi ses frontières géographiques et ethnographiques une pareille nation, disons nous, acquiert indiscutablement le droit d'une indépendance absolue ! Pourtant vous ne voulez pas, paraît-il, profiter de ce droit précieux, que l'histoire vous indique, que les traités internationaux approuvent, et qui ne peut être contesté que par un joug !

La conséquence logique de ce fait serait donc de vouloir se débarrasser de ce joug, mais « La Géorgie » affirme, que nous n'avons pas de prétention au séparatisme, et que nous aspirons seulement à une autonomie, tout en gardant le protectorat de la Russie!. Admettez vous une pareille concession, espérant obtenir par là, plus facilement et de bon gré, une autonomie plus tôt, que de l'indépendance. ou bien est ce véritablement votre conviction, que telle forme nous serait plus favorable ? Ou bien encore tenez vous à garder, par ce moyen, fidélité aux traités signés par nos rois, afin de rester dans les limites légitimes ?

Ces trois arguments supposés, ne peuvent à notre avis, résister à une sérieuse critique.

Le premier cas est une pure illusion, car aucune puissance

(1) Nous reviendrons sur la question esquissée dans cette lettre.

N. D. L. R.

n'a jamais accordé, de bon gré, une autonomie à ses sujets ; d'autant moins l'on peut atteindre un pareil but par le gouvernement du Tsar, qui est une espèce d'oligarchie composée de personnages, dont la profession de foi, comme principe gouvernemental, est — le droit du plus fort !

Il est vrai, que la presse, la société russe, se lamentait sur le sort des Boërs, mais pendant ce temps, le gouvernement russe était en train d'abolir en Finlande tous les droits traditionnels et sacrés, de ce peuple, ratifiés auparavant par la Russie même.

L'empereur Alexandre II^e, le meilleur des souverains russes de notre temps, tira son épée pour la défense des Bulgares, tyrannisés, disait-on. Toute la Russie cria et proclamait la magnanime générosité de son peuple et de son empereur, oubliant complètement les échafauds dressés chez elle pour les polonais, pendus par douzaines ! Bref, les exemples de pareilles anomalies hypocrites sont innombrables ! Revenons au sujet qui nous occupe. La seconde thèse nous est encore moins compréhensible. Si nous touchons à la question économique, la nation géorgienne peut subvenir, non seulement, à tous les budgets des dépenses locales, mais encore, actuellement, une partie considérable, si ce n'est la moitié de ses revenus, s'emploie aux nécessités étrangères au pays.

Quant au fantôme redouté par quelques uns de nos compatriotes : des désordres intérieurs qui pourrait, soit disant, surgir au moment de l'affranchissement de la patrie, et que pour éviter il faudrait avoir une force militaire dominante, nous nous permettons d'observer que d'abord, ce danger peut être purement chimérique, et puis, quand même, cela aurait lieu, serait-ce plus funeste que de continuer notre sujétion à une puissance aussi arbitraire et aussi envahissante que la Russie ? Il ne se passerait pas un quart de siècle avant qu'elle n'ait réussi à nous susciter querelle, à inventer des motifs pour casser une seconde fois toutes nos conventions, et nous nous trouverions exactement dans les mêmes conditions d'esclavage que maintenant.

Les monarches de la Russie ne sont que le jouet des personnes, sans foi ni loi, qui sont à la tête de l'Etat. On envoie des brutes pour gouverner les contrées dépendantes. Ces gens là se mettent immédiatement à estropier, à réformer toutes les croyances, les mœurs et les coutumes des pays assujettis, à les plier à leurs façons soldatesques. Les plaintes des malheureux qui en souffrent, restent toujours sans résultat, englouties dans les labyrinthes des ministères regorgeant de milliers d'employés tous fourbes et grossiers.

Donc, ce pauvre tsar que souvent on dénigre, n'y est pour rien, car la nation même est inculc.

Il en résulte, que lorsque on a affaire au gouvernement russe, on ne sait jamais à qui l'on a affaire ; rien ne dépend de personne, mais l'ensemble est étouffant, écrasant !

Reste à analyser la troisième et la plus grave question, c'est à quel point la probité nous engage à tenir aux traités de nos rois avec la Russie, violés par cette dernière sur tous les points !

Selon toute règle de conscience et de moralité, nous présumons, qu'une convention cassée d'une part, en affaires privées et d'autant plus en politique, donne pleine liberté à l'autre de chercher la meilleure et la plus avantageuse issue conformément à ses intérêts. Sur ce point donc, nous n'avons rien à nous reprocher, et quoique on en dise, notre self-respect restera intact ! C'est vous Monsieur, qui ayant reconnu la désolante situation de notre nation, eûtes le premier le courage de vous mettre à la sainte tâche — à la défense de notre patrie ! Vous élevez la voix contre l'usurpation, vous cherchez notre salut !

Unis à la même cause, qu'il nous soit permis à tous d'exprimer librement nos opinions. Les grandes crises n'ont pas de solution à moitié. Le moyen que vous nous proposez, le jugeant pour notre bien, n'est qu'une servitude moins absolue. Nous espérons donc que vous trouverez possible de différer sur ce point le programme de votre journal, et allant droit au but — à notre liberté — vous parviendrez, nous en avons foi, à attirer l'attention du monde éclairé et à soumettre enfin notre cause à la justice de la conférence internationale.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sympathies toutes fraternelles :

GOURDJI.

La Gérante: RENAUD.

Assoc. ouvrière, J. Allemane, directeur, 51, rue St-Sauveur.